

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.549  
5 avril 1990

FRANCAIS

---

## COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CINQ CENT QUARANTE-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le jeudi 5 avril 1990, à 10 heures

Président : M. Shahbaz (Pakistan)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 549ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence continue aujourd'hui d'examiner le point 6, "Arrangements internationaux effectifs pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires", et le point 7 de son ordre du jour, "Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques". Cependant, en application de l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de l'Egypte et de l'Argentine ainsi que le Président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques. M. Dahlman présentera le rapport intérimaire du Groupe spécial qui a été distribué aujourd'hui sous la cote CD/981. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Egypte, l'Ambassadeur Elaraby.

M. ELARABY (Egypte) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est véritablement pour moi un plaisir de voir le Pakistan présider les travaux de la Conférence du désarmement pour le mois d'avril. Depuis des années, l'Egypte entretient traditionnellement avec ce pays d'excellentes relations. Nous vous assurons de notre entière coopération dans l'exécution de vos fonctions. Votre prédécesseur, l'Ambassadeur Emeke Azikiwe du Nigéria, a admirablement conduit nos travaux pendant le mois de mars et c'est avec grand plaisir que je lui rends sincèrement hommage pour la contribution qu'il a apportée.

L'année 1989 a été le témoin de changements inattendus sur la scène européenne. Ces changements auront inmanquablement, le moment venu, des répercussions importantes dans le monde entier. Il est généralement admis aujourd'hui qu'un nouvel ordre mondial se dessine petit à petit et que de nouvelles structures de sécurité voient le jour. Quelles en seront les conséquences pour la Conférence du désarmement ? C'est une question qui doit rester au centre de nos préoccupations pendant nos délibérations. En tant que seul organe de négociation sur le désarmement, la Conférence du désarmement doit s'acquitter d'une responsabilité. Nous devons aborder la nouvelle réalité dans un esprit d'ouverture et, pour enrichir notre contribution, nous devons peut-être actualiser notre ordre du jour et revoir nos méthodes de travail.

Plusieurs représentants ont, à juste titre, souligné qu'il fallait remanier l'ordre du jour pour mieux répondre à l'évolution des choses et relever les défis qui se posent à l'échelle planétaire. Ma délégation souscrit sans réserve à ce point de vue.

La sécurité régionale est un domaine qui mérite plus d'attention de notre part. En cette époque d'interdépendance, aucun pays ne peut assurer à lui seul sa sécurité. La sécurité de la planète est donc devenue la résultante de la sécurité de toutes les régions du monde. En dernière analyse, la sécurité internationale repose sur la sécurité régionale.

(M. Elaraby, Egypte)

Une étude effectuée par l'ONU en 1981 sur tous les aspects du désarmement régional précise au paragraphe 143 : "Le concept du désarmement régional doit être constamment considéré dans la perspective qui lui est propre. S'il ne peut en aucune manière être un substitut au désarmement général et complet, il peut cependant compléter efficacement les mesures globales et constituer un élément important de l'approche progressive au désarmement global. Il peut notamment faciliter les négociations dans quelques-uns des domaines qu'on estime appropriés pour une action au plan mondial, tout en apportant des initiatives visant à l'adoption d'autres mesures de désarmement propres à promouvoir la stabilité, la confiance réciproque et la coopération au sein de la région."

Dans son intervention du 13 mars, l'Ambassadeur Ledogar des Etats-Unis a souligné la nécessité d'étudier la possibilité de se pencher sur les questions de la sécurité et de la course aux armements à l'échelon régional ailleurs qu'en Europe. L'ambassadeur Rasaputram de Sri Lanka a également abordé cette question dans son intervention du 22 mars.

De l'avis de ma délégation, nombreuses sont les initiatives régionales indépendantes qui méritent notre attention. Je citerai notamment la proposition - que mon pays soumet depuis 1974 à l'Assemblée générale - relative à la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient. Un groupe d'experts s'est vu confier la tâche d'établir un rapport sur ce sujet. Le Secrétaire général présentera ce texte à l'Assemblée générale à l'automne prochain. La Conférence du désarmement pourrait-elle apporter sa contribution dans ce domaine ?

L'Assemblée générale a aussi dans le passé adopté toute une série de résolutions sur la dénucléarisation de l'Afrique. A ce jour la Commission du désarmement n'a pas réussi à dégager un consensus sur cette question régionale importante. J'estime que tous les membres de l'OUA sont en droit d'espérer que la Conférence du désarmement soit saisie de cette mesure de désarmement régional importante.

Pendant les années précédentes, les aspects touchant au désarmement régional étaient traditionnellement examinés, entre autres, au titre du point 8. On note cette année un déséquilibre. Aucun Comité spécial sur le Programme global de désarmement n'a été créé. Il faut donc créer un organe pour remédier à cette situation et pouvoir ainsi examiner comme il se doit les questions régionales. Ma délégation propose d'engager un débat général sur la question du désarmement régional dans le cadre de la Conférence du désarmement.

J'en viens maintenant à la convention sur les armes chimiques. D'emblée, je tiens à rendre hommage à l'ancien Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Pierre Morel, de la France, ainsi qu'aux cinq présidents des groupes de travail, pour leurs efforts inlassables et le dévouement dont ils ont fait preuve afin d'accélérer la rédaction du projet de convention. Je souhaite aussi la bienvenue au nouveau Président du Comité, l'Ambassadeur Hyltenius de la Suède, et tous mes vœux de succès l'accompagnent dans l'accomplissement de sa tâche.

(M. Elaraby, Egypte)

Bien des événements ont eu lieu depuis ma dernière intervention en séance plénière sur les armes chimiques, en août 1989. Je citerai, entre autres, la Conférence de Canberra des gouvernements et de l'industrie contre les armes chimiques, le mémorandum d'accord conclu dans le Wyoming entre les Etats-Unis et l'URSS, la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et la déclaration commune soviéto-américaine du 10 février 1990. Pourtant, des progrès décisifs nous rapprochant de la conclusion d'une convention générale interdisant les armes chimiques semblent, aujourd'hui encore, hors de notre portée. Nous avons certes beaucoup avancé, mais nous sommes conscients que la route est encore longue avant d'achever la rédaction de la convention. Cela est peut-être en partie dû au fait que, lors de la session de 1989, on s'est attaché essentiellement aux questions "techniques". Nous comprenons parfaitement qu'il est important de résoudre ces dernières. Nous espérons toutefois que, pendant la présente session, des progrès tangibles pourront aussi être faits sur les aspects politiques du projet de convention.

Je souhaite aujourd'hui faire part à la Conférence des réflexions de ma délégation sur d'autres questions.

Une question qui attire tout particulièrement l'attention, quoique dans une optique différente, concerne la relation entre la future convention sur les armes chimiques et les autres accords internationaux. Selon notre interprétation et conformément aux règles générales du droit international, la convention sur les armes chimiques, dernier instrument juridique en date dans ce domaine, l'emporte dès son entrée en vigueur sur tout accord international existant concernant le même sujet, en vertu de l'article 30 de la Convention de Vienne sur le droit des traités relatif à l'application de traités successifs portant sur la même matière. Nos travaux seraient réduits à néant si les "droits" unilatéralement déclarés aux termes du Protocole de Genève de 1925 étaient transférés et pour ainsi dire à jamais figés dans une convention générale sur les armes chimiques. Il ne faut pas céder à de telles tentatives et établir une convention non discriminatoire qui ne comporte qu'un seul régime juridique universellement applicable.

Ma délégation a déjà soulevé ce problème dans le passé. Nous estimons qu'il s'agit là d'un problème politique et non juridique. Aucune solution n'a encore été trouvée et il semble opportun de proposer aux délégations intéressées de se consulter plus avant sur cette question. Nous espérons sincèrement que l'Ambassadeur Hyltenius pourra trouver à cet égard une issue heureuse au cours des consultations qu'il a entreprises sur la sécurité non diminuée.

Les amendements sont une autre question importante. C'est une question de fond et non de procédure, qui fait intervenir des considérations éminemment politiques et juridiques. Il s'agit de savoir comment les parties à un accord peuvent modifier les obligations fondamentales si le besoin s'en fait sentir. Dans cette optique, les dispositions relatives aux amendements, quel que soit leur libellé, ne doivent en aucun cas prévoir de régime discriminatoire qui se traduirait par des engagements pris à deux ou à plusieurs. Les principes généraux, contenus dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, peuvent servir de guide en la matière.

(M. Elaraby, Egypte)

La question des "sanctions" est de la plus haute importance. Ma délégation a suivi de près la discussion qui lui a été consacrée. Le débat a clairement montré la nature politique extrêmement délicate du sujet. Il faut souligner que, lorsque l'on parle de sanctions, on ne pense pas uniquement à l'inclusion dans la convention de dispositions prévoyant des mesures pénales et punitives. La notion est en fait beaucoup plus large. Nous devons nous efforcer de donner des garanties de sécurité crédibles. Il est vrai que certains éléments se rapportant à ce problème se trouvent déjà disséminés çà et là dans les dispositions du projet de convention. Quant aux mesures à prendre pour remédier aux violations et au non-respect de la convention, le produit final ne doit pas être un édifice vulnérable et morcelé. Une règle claire et crédible devrait figurer expressément dans une disposition particulière et distincte. Les modalités précises et détaillées de cette règle pourraient être reprises dans des dispositions pertinentes, comme c'est le cas actuellement dans plusieurs projets d'article. Le problème des sanctions doit se poser en termes de lien direct entre la future organisation et le Conseil de sécurité qui est l'organe responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La confidentialité ne peut être dissociée de la vérification. Nous n'avons pas encore pu résoudre cette équation difficile. Les inspections expérimentales l'ont dans une certaine mesure prouvé. Il est vrai que des progrès ont été faits concernant la confidentialité et les principes directeurs relatifs aux inspections. Toutefois, la solution globale de ce problème nous échappe encore. De l'avis de ma délégation, elle devrait être profondément ancrée dans l'inviolabilité des droits de propriété industrielle et de l'information.

A notre sens, le succès des inspections par mise en demeure dépend de l'issue des travaux sur la confidentialité. C'est là une question politique très sensible car la sécurité de chaque Etat partie à la Convention est en jeu. La véritable clé de la réussite de ce dispositif est la garantie qu'il n'y aura pas d'abus.

A propos des questions d'organisation de la convention, je tiens à mettre l'accent sur le rôle du Conseil exécutif. La composition de ce conseil et les modalités de prise de décision devraient être déterminées en fonction des objectifs fonctionnels qui lui ont été fixés, à savoir convoquer rapidement des réunions et prendre des décisions en temps voulu. Tous les Etats parties à la convention devraient avoir la possibilité de participer aux activités de ce conseil. De plus, ma délégation ne souscrit pas à l'idée de créer des sièges permanents.

Ma délégation a étudié avec attention la proposition faite par l'Union soviétique et les Etats-Unis concernant les principes et l'ordre de destruction des armes chimiques et des installations fabriquant de telles armes. Nous partageons le point de vue exprimé à l'alinéa a) du paragraphe 2, selon lequel chaque Etat partie doit détruire toutes les armes chimiques et les installations de fabrication d'armes chimiques en commençant au plus tard 12 mois après l'entrée en vigueur de la convention, pour finir au plus tard dix ans après cette date. Nous considérons que cette obligation ne doit faire l'objet d'aucune réserve.

(M. Elaraby, Egypte)

La Conférence du désarmement a été priée de se prononcer sur la création d'un nouveau groupe auprès du Comité spécial des armes chimiques, ou plus précisément d'un mécanisme d'appui technique au Président du Comité spécial. Ma délégation a étudié cette proposition et partage les motivations qui sont à sa base. Toutefois, nous sommes conscients des problèmes concrets ainsi posés. Les incidences financières de ce mécanisme en sont un. L'une des conséquences sur le plan pratique est que le mécanisme envisagé débouchera sur une discussion "à sens unique" entre experts d'un seul et même groupe d'Etats sans qu'il soit dûment tenu compte d'une répartition politique et géographique équitable. Nous préfererions confier l'ensemble du travail aux différents groupes de travail subsidiaires du Comité spécial.

Avant de conclure mes remarques sur ce point, je voudrais me référer à la déclaration faite le 22 mars par l'Ambassadeur de Sri Lanka, qui a dit : "Il faut donc dès maintenant redoubler d'efforts pour aborder les questions politiques en suspens et prendre des décisions. Chaque fois que nous prenons sur le temps qui nous est imparti pour examiner les questions qui seraient davantage du ressort d'une commission préparatoire, nous nous écartons de notre sujet et perdons de l'élan." Je pense que nous devons examiner ce point avec soin.

Notre objectif est de conclure une convention qui bénéficie d'une adhésion universelle. Pour nous en rapprocher, nous pouvons essayer de voir comment associer, à un certain stade, l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies à la rédaction proprement dite de la convention. Une commission préparatoire à composition non limitée, qui précéderait ou suivrait une conférence ministérielle, pourrait nous faire progresser vers l'universalité à laquelle nous aspirons tous. Elle pourrait aussi être un instrument précieux qui encouragerait l'adhésion universelle à la convention.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Egypte pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine, l'Ambassadeur García Moritán.

M. GARCÍA MORITÁN (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Je suis particulièrement heureux, Monsieur le Président, de vous voir diriger nos débats. Vous faites partie d'une délégation qui a laissé son empreinte sur les travaux de la Conférence, et je me souviens du succès avec lequel l'Ambassadeur Ahmad a présidé, en 1983, ce qui était alors le Comité du désarmement. Je sais que l'Ambassadeur Kamal - avec lequel j'entretiens des liens particuliers d'amitié - et vous-même contribuerez par vos talents de diplomate aux efforts renouvelés que nous devons déployer, au sein de cet organe de négociation, alors que se termine la première partie de notre session.

La Conférence du désarmement est la seule instance de négociation à laquelle participent des Etats d'Afrique, d'Amérique, d'Europe et d'Océanie. Cette représentation géographique lui confère un caractère unique et constitue, pour la conclusion de traités universels de désarmement, un atout qui n'a pas été jusqu'ici pleinement mis à profit. Les négociations sur

(M. García Moritán, Argentine)

une interdiction complète des armes chimiques est un exemple de ces caractéristiques particulières et montre dans quelle mesure il est possible d'avancer au niveau multilatéral, s'il existe à cet égard la volonté politique, même quand il s'agit de questions sensibles et complexes d'ordre politique et technique. Cela est particulièrement vrai étant donné le contexte dans lequel la structure de la convention a commencé à se développer. A cette époque, les principales puissances militaires dans le domaine chimique, appartenant ou non à des alliances militaires, soutenaient des positions et appliquaient des critères nés des perceptions de sécurité provenant d'un climat d'affrontement.

Ces circonstances ont sans aucun doute influé sur le rythme de nos travaux, mais il est important de souligner qu'elles ne nous ont pas empêchés de progresser. On peut dans une certaine mesure comprendre que l'on se soit entouré au départ de nombreuses précautions qui ont laissé leur marque sur le processus des négociations.

Je me demande dans quelle mesure nous devons continuer d'appliquer cette logique et j'imagine sans difficulté les questions que pourrait se poser un observateur néophyte en examinant le texte contenu dans le document CD/961. Il semblerait qu'à certains égards on ait totalement oublié que la convention est destinée à s'appliquer dans les décennies futures et qu'elle ne peut donc pas être établie à partir de perceptions du passé. Ce sentiment tient essentiellement au fait que certaines prémisses sur la sécurité restent immuables, comme si elles étaient érigées en dogmes. Tout se passe comme si la Salle des Conseils restait imperméable à la lumière du monde réel. Et bien sûr, ces prémisses donnent lieu à un ensemble de dispositions dont la complexité suit une progression géométrique en fonction du degré de confiance recherché.

Pour ne pas élaborer - ce qui serait paradoxal - un instrument dont les prémisses ne cadrent pas avec la conjoncture internationale qui lui donne sa raison d'être, nous pourrions peut-être redoubler d'efforts pour donner à la sécurité collective une assise solide reflétant mieux l'époque actuelle. Nous pourrions ainsi envisager de simplifier les mécanismes et les règles complexes et fort lourds prévus dans la convention. Il paraît difficile de trouver une meilleure garantie de confiance que la transparence qui naîtrait d'un climat international caractérisé par des négociations rationnelles, un réseau d'intérêts sur les plans industriel, technologique et scientifique et une coopération internationale intense.

Ma délégation est convaincue que nous prendrons cette direction. C'est pourquoi il est essentiel, selon nous, de conserver l'impulsion née des efforts faits au niveau international pour interdire les armes chimiques. En 1989, plusieurs événements retentissants ont porté cette question sur le devant de la scène internationale. Les négociations multilatérales n'ont fait qu'accroître le volume considérable de travail accompli depuis 1984, pour ne citer que la date du premier mandat de négociation. Dans ce climat d'interaction et de prise de conscience croissantes, des accords bilatéraux et des initiatives sont intervenus qui ont donné une nouvelle vigueur au processus engagé et ont montré clairement la volonté des Etats-Unis et de l'Union soviétique de se rapprocher des objectifs de la convention.

(M. García Moritán, Argentine)

Aujourd'hui, alors que la rédaction de la convention touche à sa fin, l'étoile qui nous guide doit être, et ne peut être, que la Conférence du désarmement. Nous souhaiterions voir ici, en 1990, les personnalités éminentes qui ont fait de 1989 une année particulière dans le domaine des armes chimiques.

Il est logique que nous ayons tous tendance, autour de cette table, à souligner différents aspects du projet de convention. Du point de vue d'un Etat comme le mien, qui n'a jamais possédé et ne possède pas aujourd'hui d'armes chimiques, l'efficacité de cet instrument dépend avant toute chose de sa capacité à créer un système qui ne menace pas l'ensemble des éléments qui constituent sa sécurité telle qu'il la perçoit. Pour les pays en développement, cela signifie qu'il faut prendre en compte des aspects indivisibles d'ordre politique, économique et technologique.

En août 1987, l'Ambassadeur Mario Cámpora, qui représentait alors l'Argentine à la Conférence du désarmement, a déclaré : "La convention sur les armes chimiques, sous la forme que nous lui connaissons actuellement, sera un traité non discriminatoire, puisque tous les Etats qui y sont parties se trouveront sur un pied d'égalité lorsque sera définitivement mis au point le processus de destruction des armes chimiques et des installations de fabrication existantes. A ce moment, le traité aura valeur d'exemple puisqu'il se démarquera du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui sanctionne juridiquement l'existence de deux catégories d'Etats, ceux qui possèdent des armes nucléaires et ceux qui n'en possèdent pas. (...) Nous sommes donc dès maintenant en mesure d'élaborer un traité non discriminatoire du point de vue politique et militaire. Mais il faut aussi que ce traité le soit du point de vue économique et technologique."

Cela signifie que, dès son entrée en vigueur, la convention doit établir un juste équilibre entre droits et obligations. Par exemple, nous devrions envisager d'inclure dans la convention des éléments propres à annuler et à réduire les dissymétries qui existent entre les Etats parties pendant la décennie durant laquelle seront détruits les stocks existants.

Cela nécessite en outre qu'intervienne un accord sur une interdiction claire de l'emploi des armes chimiques dans toutes les circonstances, ainsi que sur la vérification du respect de cette interdiction. La possibilité pour un Etat partie à la convention de se réserver un droit de représailles pendant la période de destruction ne saurait être justifiée, même d'un point de vue militaire, dans la mesure où le concept de dissuasion chimique a de moins en moins de défenseurs.

Au fond, pour être efficace, la convention doit mettre en place un mécanisme de destruction rapide et transparent. Nous partageons les préoccupations à propos de l'environnement et nous estimons qu'il est indispensable de demander l'aide de la communauté scientifique pour trouver des méthodes non polluantes qui nous permettront de réduire sensiblement la période de dix ans qui reste à ce jour immuable. Il serait impardonnable de ne pas faire tout ce qui est en notre pouvoir pour minimiser la faiblesse juridique de la convention pendant cette période.



(M. García Moritán, Argentine)

Lier la destruction de toutes les armes chimiques à l'adhésion de certains Etats ne semble pas non plus devoir renforcer la stabilité de l'instrument. Selon nous, l'objectif prétendu d'encourager ainsi l'adhésion à la convention pourrait avoir un effet contraire à celui recherché et donner naissance à une situation qui ne contribuerait nullement à l'avènement d'un monde exempt d'armes chimiques. Par ailleurs, il est important que nous nous efforcions de dissuader les Etats qui préféreraient prudemment attendre l'expiration de la période de destruction des stocks pour réfléchir à l'opportunité d'adhérer à la convention.

Comme on le sait, le système de vérification prévu dans le projet de convention n'a pas de précédent dans les accords de désarmement multilatéraux ou bilatéraux. Il est bien sûr important de mettre en place un système de vérification adéquat. Mais il importe tout autant de tenir compte de sa rentabilité afin qu'il ne constitue pas un fardeau financier excessif.

A cet égard, il faudrait peut-être se demander s'il convient par exemple de conserver une définition large d'une arme chimique englobant tous les produits chimiques toxiques et non pas uniquement ceux énumérés dans les tableaux, puisque cela signifiera que toutes les activités chimiques en général seront soumises à un contrôle et à une vérification. Il faut faire la distinction entre la nécessité de mettre en place un système d'inspection adéquat et l'objectif de réglementer l'activité chimique en général.

Pour que la convention soit applicable, nous devons élaborer un régime de vérification qui empêche toute ingérence injustifiée compte tenu de l'objectif des inspections. A cet égard, le concept d'accès réglementé, dans la mesure où il suppose le droit de protéger les intérêts légitimes, fournit une base concrète.

Quant aux divers aspects de la convention qui font l'objet de négociations, certaines délégations ont essayé de lancer le concept d'"Etats capables de fabriquer des armes chimiques". Le débat général sur la vérification qui est intervenu à la session de 1989 a montré que différents objectifs étaient poursuivis, à propos desquels nous préférons ne tirer aucune conclusion. Toutefois, nous estimons nécessaire de souligner que, dans l'optique de la convention, il n'est pas opportun de mettre sur un pied d'égalité des pays qui ont des stocks d'armes chimiques et des pays dont l'industrie chimique civile a une certaine envergure. La convention ne distingue que deux types d'Etats : ceux qui possèdent des armes chimiques et ceux qui n'en possèdent pas. L'addition d'une nouvelle catégorie semble relever de considérations oligopolistiques et ne contribue pas à la réalisation des objectifs de la Conférence. A cet égard, nous aurions intérêt, semble-t-il, à abandonner cette notion que nous avons héritée des déclarations communes de l'Union soviétique et des Etats-Unis.

Pour concevoir le Conseil exécutif, nous devrions nous inspirer de l'expérience des quatre dernières décennies pour améliorer des modèles qui n'ont pas toujours donné toute satisfaction. La représentativité de cet organe doit répondre à des principes objectifs et le nombre de ses membres à des besoins pratiques. Sa composition doit respecter le critère d'une répartition

(M. García Moritán, Argentine)

géographique équitable. De plus, pour que la convention soit véritablement applicable, le Conseil devrait dûment représenter la communauté internationale tout entière. Si nous examinons la composition d'autres organes exécutifs d'organisations internationales, nous nous apercevons que le nombre de membres est d'environ 50. Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA est le meilleur modèle : il fonctionne avec 35 membres et jamais personne ne s'est plaint de son efficacité. La situation internationale actuelle étant ce qu'elle est, nous ne serions pas surpris de voir certaines écoles de pensée envisager la possibilité d'appliquer la règle des cinq groupes régionaux en vigueur aux Nations Unies.

Pour respecter le point de vue d'autres délégations à propos du facteur industriel, nous ne verrions aucune objection à tenir compte de ce facteur au niveau régional. Un système de contrepois serait ainsi mis en place, qui éviterait un déséquilibre évident en faveur des pays hautement industrialisés.

Avant de conclure, j'aimerais parler de l'entrée en vigueur de la convention dans les plus brefs délais et des diverses initiatives que les Etats sont susceptibles de prendre pour atteindre cet objectif. En 1987, nous avons déjà évoqué la possibilité de parvenir à un accord politique au niveau régional sur les modalités d'adhésion à la convention. Pour cette raison, nous appuyons la proposition faite à la séance plénière du 15 mars par le représentant du Venezuela, l'Ambassadeur Arteaga, en vue d'organiser une réunion des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour mieux faire connaître le projet de convention et réunir ainsi les conditions nécessaires à son entrée en vigueur dans les plus brefs délais. Nous espérons que les régions qui ne l'ont pas encore fait nous emboîteront rapidement le pas.

Des initiatives régionales pourraient renforcer les initiatives internationales pour accroître la confiance dans la convention. A cet égard, les Etats qui ont encore des réserves sur le Protocole de Genève de 1925 pourraient être encouragés à les retirer, comme l'ont fait l'Australie et la Nouvelle-Zélande en 1989. Le régime juridique international interdisant les armes chimiques serait ainsi renforcé et, de ce fait, les relations entre Etats seraient plus transparentes et plus prévisibles.

Dans le même esprit, les Etats qui réglementent les exportations de produits chimiques seraient tenus de faire des déclarations précisant que ces réglementations ne s'appliquent pas aux Etats parties à la convention. Une convention universelle qui est destinée à s'appliquer au cours du prochain siècle exige une compréhension politique si l'on ne veut pas que des exigences unilatérales ou multilatérales viennent s'ajouter à celles déjà convenues dans la convention pour instaurer une coopération internationale concernant les applications pacifiques de la chimie.

La réalité nous a réservé beaucoup de surprises. Nous espérons qu'il en sera de même pour la Conférence du désarmement et que nous aurons la surprise de voir achever la rédaction de la convention en 1990.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Argentine pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence.

(Le Président)

Avant de passer à la présentation et à l'examen du rapport intérimaire, je voudrais demander s'il y a des délégations qui souhaiteraient prendre la parole sur une autre question dont est saisie la Conférence. Il ne semble pas que ce soit le cas. Je vais donc donner maintenant la parole à M. Ola Dahlman, président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, qui va présenter le rapport intérimaire sur la vingt-neuvième session du Groupe, publié sous la cote CD/981.

M. DAHLMAN (Suède) (traduit de l'anglais) : J'ai le plaisir de vous rendre compte aujourd'hui de la dernière session du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, qui s'est tenue du 19 au 29 mars, et de vous présenter son rapport intérimaire, qui est publié sous la cote CD/981 et dont vous êtes saisis aujourd'hui. Cette vingt-neuvième session du Groupe a réuni des experts et des représentants de 27 pays ainsi que de l'Organisation météorologique mondiale.

Nous avons beaucoup apprécié les éminents services et les efforts fournis par le secrétariat tout au long de la session. Nous avons été très impressionnés par la manière dont il traite nos documents techniques.

La deuxième phase du deuxième Essai technique à grande échelle du Groupe a débuté le 16 janvier 1990 et se poursuivra jusqu'à sa session d'été. Cette étape est conçue comme une montée en puissance progressive jusqu'à l'essai intégral du système. La partie initiale de cette phase a consisté en un essai préliminaire des installations existantes, intégrées au système mondial, un jour par semaine pendant huit semaines.

La dernière session du Groupe avait deux objectifs principaux : évaluer les résultats de cette période d'essai et planifier les phases restantes du deuxième Essai technique.

Les résultats de ce premier essai coordonné des éléments du système sismique mondial d'installations disponibles sont certes satisfaisants. Les pays et les installations participants, tout comme le Groupe dans son ensemble, en ont tiré d'utiles données d'expérience. Nos remerciements vont au coordonnateur du deuxième Essai technique, M. Peter Basham, du Canada, pour le soin qu'il a pris en planifiant et en dirigeant ces activités, ainsi qu'au grand nombre de scientifiques et de techniciens des installations participantes de par le monde, pour leur travail dévoué.

Concevoir les plans d'un système et faire fonctionner ce système dans la réalité sont deux choses très différentes. Certains d'entre vous se souviendront peut-être qu'au cours du premier Essai technique effectué par le Groupe en 1984, l'une des stations a signalé qu'elle ne disposait d'aucune donnée, son sismomètre ayant été volé. Cette fois-ci, la transmission des données a été interrompue durant un laps de temps considérable, un ordinateur servant aux communications ayant subi un sort analogue dans l'un des centres internationaux de données expérimentaux.

(M. Dahlman, Suède)

Vingt et un pays, qui avaient chacun créé un centre national de données, ont participé à cet essai initial du système mondial. Ces centres ont fourni des données provenant de 46 stations sismographiques au total.

La quantité de données apportée par les stations a été bien plus grande que l'ensemble de données résultant de l'essai effectué en 1984, qui portait uniquement sur les paramètres sismiques. Au total, une quantité de données correspondant à environ 60 000 pages d'informations dactylographiées a été échangée durant les huit journées de l'essai, ce qui fait environ la moitié de l'Encyclopedia Britanica : nos données renferment-elles autant d'informations précieuses que ces volumes prestigieux ? Seul l'avenir le dira.

Les procédures à suivre pour exploiter un centre national de données, pour recueillir et compiler les données sismologiques, puis pour transmettre ces données aux centres internationaux de données expérimentaux, sont désormais bien établies. Dans tous les cas, les efforts faits par les pays pour créer et exploiter un centre national de données ont été couronnés de succès certains. Cela devrait encourager d'autres pays à prendre part à l'expérience.

Il est cependant essentiel d'obtenir une participation plus large et une meilleure couverture de la planète si nous voulons atteindre les objectifs du deuxième Essai. Vous vous souviendrez peut-être qu'il s'agit de mettre à l'essai les différents éléments d'un système moderne d'échange de données, tel qu'il a été décrit dans le cinquième rapport du Groupe (CD/903) et, en outre, de voir comment ces éléments réagissent entre eux dans des conditions réelles, c'est-à-dire de démontrer que le système est à même de faire face à tous les événements sismiques enregistrés sur notre planète.

Le Groupe a noté avec satisfaction qu'une dizaine d'autres pays avaient l'intention de participer à l'essai et commencé à créer des centres nationaux de données. Afin d'obtenir plus facilement une participation encore plus large des pays, le Groupe a décidé d'exiger moins des installations sur le plan des performances techniques pour qu'elles puissent prendre part au deuxième Essai. Tout en confirmant que celui-ci avait, et a toujours, pour premier objectif d'échanger et d'analyser couramment des données de niveau II (tracés), le Groupe est convenu que les pays qui ne disposaient pas actuellement des installations nécessaires à un échange courant, sous forme numérique, de tracés sismiques, ou de données de niveau II, pouvaient également participer en fournissant uniquement des données de niveau I, c'est-à-dire des paramètres. Tous les pays qui exploitent une station sismographique - et c'est aujourd'hui le cas de la plupart des pays - sont désormais à même, techniquement, de participer au deuxième Essai du Groupe. J'ai l'espoir que cela encouragera une plus large participation dans des régions où nous ne pouvons compter aujourd'hui que sur une poignée de pays, en particulier l'Amérique du Sud, l'Afrique et certaines parties de l'Asie.

Le Groupe collabore étroitement depuis bien des années avec l'Organisation météorologique mondiale en vue d'un échange de données à l'échelle planétaire par l'intermédiaire du Système mondial de télécommunications de cette organisation. Les membres du Groupe et les représentants de l'OMM sont convenus que d'autres travaux préparatoires étaient nécessaires avant qu'on puisse utiliser le SMT/OMM pour le deuxième Essai technique.

(M. Dahlman, Suède)

Le Groupe s'est félicité de la proposition de l'OMM de se faire représenter à la prochaine réunion du Groupe de travail sur le SMT de la Commission OMM des systèmes de base, pour examiner plus avant cette question. A condition qu'il n'y ait aucune incidence financière pour la Conférence du désarmement, le Groupe spécial suggère que M. Peter Basham, du Canada, soit prié de le représenter à cette réunion, qui se tiendra à Genève du 21 au 28 mai 1990, et qu'il soit demandé à M. Shigeji Suyehiro, du Japon, de l'aider à cette occasion.

Les centres internationaux de données expérimentaux, ou CIDE, installés à Canberra, en Australie, à Stockholm, en Suède, à Moscou, en URSS, et à Washington (D. C.), aux Etats-Unis, sont des éléments clés du système qui sera mis à l'essai durant le deuxième Essai technique. Les pays concernés ont investi de gros efforts et beaucoup d'argent dans ces quatre CIDE pour en faire des moyens de communication adéquats, ainsi que pour élaborer et mettre en place le matériel et les logiciels nécessaires pour qu'ils puissent accomplir leurs difficiles tâches. L'introduction d'un échange de tracés sismiques et d'une analyse courants de ces données, opération qui devrait sensiblement améliorer la qualité des résultats obtenus par le système, a considérablement augmenté la charge de travail des CIDE.

Qui entreprend un voyage a, dit-on, une histoire à raconter. Cet adage s'applique aussi bien à ceux qui font des expériences scientifiques, car ils ouvrent de nouveaux domaines de connaissance auxquels on n'aurait pas accès sans cela. Des données d'expérience précieuses ont aussi été obtenues dans les CIDE au cours de la dernière période d'essai. Le Groupe a constaté que la charge de travail était bien plus lourde que prévu et qu'il faudrait rationaliser les opérations internes des CIDE pour que ceux-ci puissent fonctionner en continu durant un laps de temps prolongé. Les méthodes et procédures sismologiques devront être élaborées et essayées plus avant si l'on veut tirer tout le parti possible des tracés sismiques enregistrés. La collaboration entre CIDE en vue d'arriver à une solution commune, activité qui porte généralement le nom de mise en concordance, constitue un facteur important du processus d'analyse. Toutefois, il n'a pas été établi de concordance durant la phase initiale en raison, principalement, du surcroît de travail dans les CIDE.

Compte tenu des données d'expérience accumulées jusqu'ici, le Groupe a revu ses plans et instructions préliminaires pour le deuxième Essai et a décidé de suivre le calendrier révisé joint en annexe à son rapport intérimaire.

Pendant le temps qui s'écoulera jusqu'à la prochaine session du Groupe, la deuxième phase de l'Essai se poursuivra, les activités menées devant aboutir progressivement à l'exploitation à pleine capacité envisagée du système à essayer.

A ce titre, les pays qui participeront au deuxième Essai créeront de nouveaux centres nationaux de données, puis établiront des canaux de communications appropriés avec les CIDE, avant de les mettre à l'essai. En outre, les CIDE s'emploieront à améliorer leurs procédures d'analyse sismologique, en particulier des tracés, et essaieront conjointement ces procédures. Les Etats-Unis accueilleront, au début du mois de juin 1990,

(M. Dahlman, Suède)

une réunion officieuse d'experts des quatre CIDE, qui sera consacrée essentiellement à l'examen des résultats de ces activités. Pendant quatre jours, vers la fin du mois de juin, on effectuera aussi un essai de fonctionnement préliminaire faisant intervenir un échange de données provenant de toutes les stations participantes et le traitement de ces données dans les CIDE.

Le Groupe a également examiné le calendrier de la phase 3 de l'Essai technique - qui en constitue la phase principale. Afin de mettre au point les procédures d'analyse pour pouvoir tirer pleinement parti des données enregistrées, en particulier des tracés sismiques, mais aussi pour permettre à de nouveaux pays de faire les préparatifs nécessaires - et c'est là un aspect important -, le Groupe a décidé de revoir le calendrier préliminaire. Il envisage maintenant d'effectuer les activités de la troisième phase en deux temps. La première partie consistera à exploiter en continu tout le système pendant une semaine entière à la fin de l'automne, peut-être à la mi-novembre 1990. La partie principale de la phase 3, soit l'exploitation continue à pleine capacité pendant environ deux mois, aura lieu en avril-mai 1991.

Ce calendrier offre la possibilité d'effectuer des essais intenses et de procéder avec soin à l'analyse et à l'évaluation des résultats; aussi le Groupe estime-t-il que c'est la meilleure base sur laquelle s'appuyer pour faire une évaluation solide, sur le plan scientifique, du système proposé.

Le Groupe spécial suggère que sa prochaine session, sous réserve de l'approbation de la Conférence du désarmement, ait lieu à Genève du 30 juillet au 10 août 1990.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Président du Groupe spécial d'experts chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques d'avoir présenté le rapport publié sous la cote CD/981. Y a-t-il une délégation qui souhaiterait intervenir à ce stade ? Selon la pratique habituelle, je saisirai la Conférence, aux fins d'adoption, des recommandations figurant aux paragraphes 9 et 13 du rapport intérimaire lors de la séance plénière prévue pour le jeudi 12 avril. La recommandation énoncée au paragraphe 13 porte sur la date de la prochaine session du Groupe spécial, qui devrait avoir lieu entre le 30 juillet et le 10 août 1990. Pour ce qui est du paragraphe 9, le secrétariat a distribué aujourd'hui un projet de lettre que le Président de la Conférence adressera au Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale en ce qui concerne la participation d'un membre du Groupe sismique à la prochaine réunion sur le système mondial de télécommunications de la Commission OMM des systèmes de base. J'applique en la matière l'article 11 du règlement intérieur, aux termes duquel le Président, agissant en pleine consultation avec la Conférence et sous son autorité, représente la Conférence dans les relations de celle-ci avec les autres organisations internationales. Si aucune objection quant au texte de la lettre n'est émise avant la séance plénière du jeudi 12 avril, cette lettre sera envoyée telle qu'elle a été rédigée.

(Le Président)

Je voudrais passer maintenant à un autre sujet. Le secrétariat a distribué aujourd'hui, à ma demande, le calendrier des réunions que la Conférence et ses organes subsidiaires doivent tenir la semaine prochaine. Ce calendrier a été établi en consultation avec les présidents des organes subsidiaires et, comme à l'accoutumée, il n'est fourni qu'à titre indicatif et peut être modifié en tant que de nécessité. Comme vous pouvez le constater, la première réunion officieuse sur le fond du point 2 de l'ordre du jour, "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire", y est prévue pour le mardi 10 avril, immédiatement après la séance plénière de ce jour-là, suivant ce qu'a décidé la Conférence à sa 547ème séance plénière. Je voudrais aussi vous informer que le vendredi 13 et le lundi 16 avril sont des jours de congé officiel pour l'Office des Nations Unies à Genève et qu'aucun service technique ne pourra être assuré à ces dates. En conséquence, le calendrier n'indique aucune réunion pour le vendredi 13 avril. En l'absence d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Il n'y a plus d'autres questions à examiner aujourd'hui et je vais donc lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 10 avril, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 5.

---